



YouTube



Dimanche

22 juin 2025

15 pages

No. 679

GRATUIT

Kailash Purryag s'est éteint à 78 ans

Adieu à un homme d'État exemplaire

- Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a exprimé sa « profonde tristesse »
- « Le Président de la République, Dharam Gokhool : «Il restera dans les mémoires comme un exemple d'humilité »



Opinion

Sharam naiba

Il ne se passe plus un jour sans que l'on entende parler d'une nouvelle arrestation, d'un nouveau scandale ou d'une révélation accablante visant ceux qui, au sein ou autour du Mouvement Socialiste Militant (MSM), ont pillé les caisses de l'État. Pendant dix ans, ils ont gouverné sans retenue, dilapidant les ressources publiques au mépris des besoins réels de la population. Résultat : un pays affaibli, une économie en souffrance, et un peuple épuisé.

Aujourd'hui, une réforme de la pension s'avère plus que jamais nécessaire à cause de leur gestion calamiteuse. Et malgré cela, ceux qui ont précipité cette crise, notamment Pravind Jugnauth, Renganaden Padayachy et consorts, osent se montrer dans la rue, manifestant non par conviction, mais dans l'espoir de revenir sur le devant de la scène politique. Pire encore, ils y voient une opportunité de regagner en visibilité, de faire du bruit... et peut-être de récupérer un peu de "sérum" politique pour masquer leur échec cuisant.

Car il faut le dire franchement : ils n'ont jamais eu le courage de faire un véritable post-mortem de leur cuisante défaite. Aucune autocritique, aucune réflexion de fond. Juste une fuite en avant, pendant que la population, elle, les tient pour responsables — comme en témoignent les critiques nombreuses et cinglantes sur les réseaux sociaux.

Pendant ce temps, le gouvernement actuel tente, avec lucidité et détermination, de redresser la barre. Malgré un héritage empoisonné, il s'efforce de préserver la stabilité du pays, de protéger la pension à travers une réforme inévitable, et de poser les bases d'un avenir plus solide pour les générations futures. Ce travail est difficile, parfois impopulaire, comme l'a démontré les manifs d'hier, mais nécessaire.

Alors que certains s'agitent pour semer le doute ou diviser, d'autres s'attèlent à réparer, à reconstruire, à restaurer la confiance. Le peuple saura faire la différence entre les pyromanes d'hier et les bâtisseurs de demain.

Sous le MSM

Festival de pillages

- L'ACP Lilram Deal accusé de blanchiment de Rs 4,5 M de Reward Money
- Nundun et Avinash Gopee : Plus de Rs 3,4 milliards de contrats
- Prêts suspects de Rs 470 millions de la SBM à la compagnie de Kobita Jugnauth : l'étau se resserre autour de l'ex-CEO
- Navin Beekarry : Rémunérations dorées en devises
- Menlo Park : Stéphane Adam arrêté pour tentative présumée d'entrave à la justice



Comble de l'ironie : alors qu'ils sont accusés d'avoir pillé les caisses de l'État, Pravind Jugnauth - en noir -, ses anciens ministres et ses partisans ont manifesté hier pour masquer les valises de cash

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Scandale au sein de la police

L'ACP Lilram Deal accusé de blanchiment
de Rs 4,5 M de Reward Money

Un haut gradé de la police est dans la tourmente. L'Assistant Commissioner of Police (ACP) Lilram Deal, actuellement en poste à la tête de l'Eastern Division, a été arrêté le vendredi 20 juin 2025 par la Financial Crimes Commission (FCC).

Il fait face à une accusation provisoire de blanchiment d'argent, après la découverte de Rs 4,5 millions de fonds publics – initialement destinés à récompenser des informateurs – versés sur un compte bancaire personnel conjoint avec son épouse.

Selon les documents soumis par la FCC, ces montants proviendraient du système de distribution des *Reward Money*, utilisé par le bureau du commissaire de police (CP) pour motiver les informateurs impliqués dans des opérations majeures. Ce dispositif, actif depuis plusieurs années, aurait mobilisé un total de Rs 160 millions entre 2019 et 2024. Mais plusieurs demandes frauduleuses auraient été soumises au CP, permettant à certains officiers de détourner des fonds au détriment des véritables informateurs, qui n'auraient jamais reçu leur part.

Une opération menée
par l'Adsu... revendiquée
par la CTU

L'un des cas les plus troublants concerne une saisie de 244 kg de drogue à Pointe-aux-Canonniers en mai 2021, d'une valeur estimée à Rs 3,3 milliards. Cette opération, menée par l'Anti-Drug and Smuggling Unit (Adsu), avait conduit à l'arrestation des frères Ritesh et Nitiraj Guroby. Pourtant, c'est Lilram Deal – alors en poste à la *Counter Terrorism Unit* (CTU) – qui aurait réclamé la récompense liée à cette saisie, sans y être directement impliqué. Une vérification auprès du quartier général de l'Adsu a confirmé qu'il n'était pas affecté à cette unité au moment des faits. La FCC soupçonne que la somme de Rs 4,587 millions créditée sur son compte le 28 juin 2022 serait le produit de cette réclamation injustifiée. Une partie de l'argent aurait ensuite été utilisée pour des dépenses personnelles, notamment l'achat d'un véhicule Toyota RAV4.

Un train de vie scruté à la loupe

Ce scandale s'ajoute à une série de révélations sur le train de vie de Lilram Deal durant son passage à la CTU. Un audit de son passeport, révélé dans une précédente enquête, a permis de retracer plus de 42 voyages à l'étranger entre 2015 et 2020. Certains déplacements ne figurent dans aucun registre officiel et n'étaient accompagnés d'aucun ordre de mission du Prime Minister's Office, malgré les dépenses engagées aux frais de l'État.



L'affaire dite de la « mission fantôme » au Mozambique en 2017 refait également surface. Lilram Deal y aurait accompagné, de manière officielle, des policiers mandatés pour extraire Navind

Kistnah. Ce déplacement, qui n'apparaît pas dans les archives du PMO, soulève des soupçons quant à son rôle réel.

Un système étendu
en toile de fond

Derrière l'affaire Lilram Deal se dessine un système plus large de détournement institutionnel. Plusieurs unités sont concernées par le versement de *Reward Money*, dont la défunte Police Headquarters Special Striking Team (PHQ SST), la Divisional Crime Intelligence Unit (DCIU/FCIU) et l'Adsu. Des demandes fictives auraient permis à certains officiers de se faire payer indûment, en l'absence de toute contrepartie réelle. Les investigations de la FCC se poursuivent pour déterminer l'étendue des malversations.

La FCC s'intéresse par ailleurs au rôle de l'ancien commissaire de police, Anil Kumar Dip, dans l'approbation du décaissement des Rs 4,5 millions versés à Lilram Deal. Elle cherche à établir si les vérifications nécessaires ont été effectuées avant de libérer les fonds. Des liens entre les deux hommes sont évoqués, et une audition de l'ex-CP n'est pas exclue dans les prochains jours.

Détenue prolongée,
motion attendue

Présenté devant le tribunal de Port-Louis dès son arrestation, Lilram Deal a été provisoirement inculpé sous les sections 3(1)(b), 6 et 8 de la Financial Intelligence and Anti-Money Laundering Act (FIAMLA) de 2002. Son avocat, Me Yash Bhadain, a introduit une motion de libération sous caution. Celle-ci sera examinée le mercredi 25 juin. En attendant, l'officier reste en détention policière. Il a passé sa première nuit au Vacoas Detention Center.

Alors que l'enquête s'accélère, la FCC aurait déjà placé les biens du couple sous surveillance et s'apprêterait à geler les avoirs suspectés d'avoir été financés à partir des fonds détournés.

Cette affaire jette une lumière crue sur le manque de contrôle entourant l'attribution des *Reward Money*. Elle pourrait également marquer un tournant dans la manière dont ces fonds seront distribués à l'avenir. La FCC aurait recommandé que désormais, toute demande soit accompagnée de détails vérifiables sur les informateurs concernés, afin de tracer efficacement l'origine et la destination des paiements.

Kailash Purryag s'est éteint à 78 ans

Adieu à un homme
d'État exemplaire

L'ancien président de la République, Kailash Purryag, est décédé ce samedi 21 juin 2025 à l'âge de 78 ans. Avec sa disparition, c'est une figure marquante de la vie politique mauricienne qui s'en va, un homme dont le parcours, marqué par la fidélité aux institutions et au parti travailliste, s'est inscrit dans plusieurs décennies de l'histoire du pays.



Né le 12 décembre 1947 à Camp Fouquereaux, Kailash Purryag, de son nom complet Rajkeswur Purryag, était issu d'une famille modeste originaire du Bihar, en Inde. Formé en droit, il entame sa carrière politique en 1973 en rejoignant le Parti travailliste, dont il restera un membre actif et influent jusqu'à la fin de sa vie. Il fut élu député pour la première fois en 1976 dans la circonscription de La Caverne-Phoenix, avant d'être réélu en 1983 à Curepipe-Midlands.

Au fil des années, il a occupé plusieurs postes ministériels : aux Affaires sociales, à la Santé, à l'Économie, aux Affaires étrangères et au Commerce international. Il a également été vice-Premier ministre de 1997 à 2000. Son style, souvent qualifié de posé et réfléchi, contrastait avec l'agitation de la scène politique. Il privilégiait les discussions calmes, les compromis durables, et un certain sens de la retenue.

De 2005 à 2010, il présida l'Assemblée nationale, un rôle qu'il exerça avec rigueur et sens de l'équilibre. Puis, en juillet 2012, il accéda à la magistrature suprême, élu président de la République par le Parlement sur une motion présentée par le Premier ministre d'alors, Navin Ramgoolam. Il succéda à Sir Anerood Jugnauth et resta en fonction jusqu'en mai 2015, à la demande du gouvernement entrant, afin de garantir une transition apaisée.

Réagissant à l'annonce de son décès, Navin Ramgoolam a exprimé sa « *profonde tristesse* ». De nombreuses personnalités politiques ont salué la mémoire d'un homme « *pondéré* », « *loyal* », et « *profondément attaché à l'unité nationale* ».

Dans un communiqué publié ce samedi, la Présidence de la République a salué la mémoire d'un « *homme d'État distingué* » qui a consacré plus de quarante ans de sa vie au service du pays. « Il restera dans les mémoires comme un exemple d'humilité et comme le témoignage que servir son pays est un appel noble », peut-on y lire. Le président en exercice a adressé ses condoléances émues à son épouse, Aneetah Purryag, et à toute la famille endeuillée.

Alors que les drapeaux sont en berne depuis hier, les funérailles d'État de l'ancien président auront lieu ce dimanche à 15 heures, en présence de sa famille, de membres du gouvernement, de figures politiques de tous bords, ainsi que de personnalités de la société civile.

Réforme des pensions

Le PM évoque un système à bout de souffle

Le Premier ministre a défendu ce mardi 17 juin, à l'Assemblée nationale, la réforme controversée de la *Basic Retirement Pension* (BRP), annoncée dans le Budget 2025-2026. Face à un système qu'il qualifie d'« insoutenable » sur les plans financier et



question d'équité entre les générations », a-t-il ajouté.

Deux comités pour amortir le choc

Conscient des inquiétudes suscitées, le Premier ministre a confirmé la création de deux comités interministériels :

- Le premier, qu'il présidera lui-même, **étudiera un mécanisme de soutien aux personnes âgées de 60 à 65 ans** qui dépendent principalement de la BRP — notamment les femmes au foyer, les travailleurs à faible pension ou les retraités sans autre revenu.
- Le second, dirigé par la ministre de la Sécurité sociale, se penchera sur les personnes qui sont dans l'impossibilité de travailler pour des raisons de santé.

« En tant que gouvernement responsable, nous avons entendu les préoccupations exprimées, et nous réaffirmons notre engagement à faire preuve de compassion et de solidarité envers les plus vulnérables », a-t-il déclaré.

Éviter un scénario à la grecque

Le Premier ministre a également mis en garde contre une dégradation de la note souveraine du pays si les finances publiques ne sont pas redressées. « Il y a un très grand risque que le pays soit déclassé. Un passage au statut de 'junk' aurait des conséquences graves sur les emprunts, le secteur financier, les investissements, la roupie et l'économie dans son ensemble. » À ceux qui dénoncent une décision impopulaire, le Premier ministre a répondu : « Aucun politicien n'aime prendre des décisions impopulaires. Mais laisser pourrir la situation serait bien plus cruel à long terme. »

Les premières recommandations des deux comités attendues cette semaine

Réuni ce vendredi 20 juin sous la présidence du Premier ministre Navin Ramgoolam, le Conseil des ministres a pris note que les deux comités chargés de travailler sur la réforme du système de pension remettront leurs recommandations cette semaine. Une réunion spéciale du Cabinet sera ensuite convoquée pour examiner ces propositions.

démographique, il a présenté une série d'arguments pour justifier l'alignement de l'âge d'éligibilité à la BRP sur l'âge légal de la retraite, soit 65 ans. « La BRP est une bombe à retardement qui est en train d'exploser. Nous n'avons pas d'autre choix que de réformer ce système insoutenable », a martelé le chef du gouvernement dans une allocution particulièrement directe.

Un système unique et intenable

Le Premier ministre a souligné que peu de pays dans le monde accordent une pension non contributive dès l'âge de 60 ans, sans condition de revenus ni de cotisation. « Même dans les pays riches et avancés, l'âge de la pension est souvent fixé à 65 ans, elle est contributive et soumise à des conditions de ressources », a-t-il noté.

Il a dressé un tableau sombre de l'évolution des dépenses liées à la BRP :

- De 1,9 % du PIB en 2010, elles sont passées à 7,8 % en 2024-2025,
- Elles représentent désormais plus que les dépenses combinées en éducation, santé et logement,
- Et elles pourraient atteindre Rs 100 milliards d'ici 2035, si rien n'est fait.

« Sans réforme, il n'y aura tout simplement plus d'argent pour financer les pensions », a-t-il averti.

Une pression sur les générations futures

Le Premier ministre a longuement insisté sur le déséquilibre croissant entre la population active et les retraités. Le ratio travailleurs/pensionnés est passé de 3,9 en 2015 à 2,7 aujourd'hui, et il tombera à 2 d'ici 2035. La baisse du taux de fécondité — à seulement 1,34 enfant par femme en 2024 — aggrave la situation. « Sans réforme, il y aura de moins en moins de travailleurs pour financer les pensions de plus en plus de retraités », a-t-il expliqué. « Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est un acte de responsabilité pour ne pas pénaliser nos enfants et petits-enfants. C'est une

Une mesure nécessaire selon le FMI

La réforme du système de pension vieillesse suscite de vives réactions dans l'opinion publique. Étandard d'un modèle social longtemps perçu comme protecteur, la pension universelle à partir de 60 ans est considérée comme un acquis par une grande partie de la population. Pourtant, dans son dernier rapport publié le 18 juin 2025, le Fonds monétaire international (FMI) insiste : cette réforme est non seulement inévitable, mais urgente.

Le FMI le reconnaît : le relèvement progressif de l'âge d'éligibilité de 60 à 65 ans peut heurter l'opinion publique, en particulier dans une société où les inégalités persistent et où la population vieillissante redoute une précarité accrue. Mais pour l'institution internationale, ignorer ces tensions reviendrait à compromettre l'avenir du pays.

Le cœur du problème est budgétaire et démographique. Le FMI souligne que le régime actuel n'est pas soutenable à long terme. À cela s'ajoute une réalité difficile : la population de Maurice vieillit rapidement. L'espérance de vie augmente, le taux de natalité baisse, et le nombre de retraités va continuer à croître dans les années à venir. Cela signifie que de plus en plus de personnes bénéficieront d'une pension pour une durée plus longue, alors que le nombre de cotisants reste limité.

Le FMI estime donc que la réforme du système de pension est indispensable pour préserver la viabilité des finances publiques. Sans changement, le pays risque :

- une dégradation de sa capacité à investir dans d'autres secteurs clés (éducation, santé, climat) ;
- une perte de crédibilité financière ;
- une exposition accrue aux chocs extérieurs.

Trouver l'équilibre entre responsabilité budgétaire et justice sociale

Le FMI n'appelle pas à une suppression brutale de la pension universelle, mais à une réforme progressive et mieux ciblée. Il recommande :

- un relèvement graduel de l'âge de la retraite ;
- un meilleur ciblage des aides, pour que les ressources profitent d'abord aux plus vulnérables ;
- une combinaison entre une pension de base universelle et des composantes contributives.

Il insiste aussi sur la nécessité de préserver les filets de sécurité sociale pour ceux qui dépendent réellement de la pension comme revenu principal.

UP



Kailash Purryag

Le pays a perdu l'une de ses figures politiques majeures. Kailash Purryag, ancien président de la République, est décédé ce samedi 21 juin 2025, à l'âge de 78 ans. Il aura marqué la vie publique par son engagement constant en faveur des institutions démocratiques, du dialogue et de l'unité nationale. Pendant plus de quatre décennies, il a occupé les plus hautes fonctions de l'État — ministre, président de l'Assemblée nationale, chef de l'État — avec une dignité et une intégrité saluées par tous. Juriste de formation, homme de principes et de modération, Kailash Purryag laisse derrière lui l'image d'un serviteur de la République profondément respecté.

C'EST ÉCRIT

« A l'approche des élections générales de 2024, le gouvernement d'alors — dirigé par Pravind Jugnauth et son ministre des Finances Renganaden Padayachy — a refusé d'envisager la réforme (NDLR : du système de pension), par pur calcul politique, préférant conserver les apparences plutôt que d'affronter une vérité économique inconfortable. Il est donc particulièrement ironique de voir aujourd'hui ces mêmes acteurs politiques — ceux-là qui ont maquillé les statistiques, ignoré les recommandations internationales, et entretenu une générosité budgétaire insoutenable — se présenter comme les défenseurs du peuple contre une réforme qu'ils ont eux-mêmes rendue inévitable par leur immobilisme. »



Villen Anganan

L'Express

Mercredi 18 juin 2025

A ÉTÉ DIT



« Ils (NDLR : l'ancien régime) préféraient anesthésier la population avec des allocations et les opposants politiques avec des charges provisoires. Le seul objectif était de se maintenir au pouvoir. Et maintenant, on comprend pourquoi ils y tenaient tant. »

Ritesh Ramphul
Parlement
Jeudi 19 juin 2025

DOWN

Un lourd héritage du MSM

Le déséquilibre budgétaire qui menace aujourd'hui la pérennité du système de pension n'est pas né d'hier. Il est le fruit d'une politique mal calibrée et non anticipée, menée sans réformes structurelles par l'ancien régime. Sous Pravind Jugnauth, les dépenses publiques ont explosé, la Basic Retirement Pension a été élargie sans critères ni contribution, et l'endettement du pays a été sciemment ignoré. Le refus d'aborder les réalités démographiques, couplé à un populisme budgétaire à court terme, a laissé au pays une bombe sociale à retardement. Aujourd'hui, les efforts de redressement sont douloureux précisément parce qu'hier, on a préféré acheter la paix sociale plutôt que de construire un système viable.



Photos du jour

Quand les pyromanes crient au feu

Les vautours étaient de sortie hier et ont manifesté contre les conséquences directes de leurs propres décisions budgétaires, après avoir émis un communiqué la veille pour dire qu'ils n'étaient pas partie prenante dans l'organisation de la manifestation. Un comble. Durant des années, ils ont multiplié les dépenses électoralistes, creusé la dette et compromis l'avenir de la pension à 60 ans. À noter : un de leurs nominés politiques, le CEO du COIREC, A. Kokil, a été débarqué vendredi pour avoir tenté de bloquer illégalement la manifestation. Une manœuvre ratée.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité
et seront publiées dans le journal ou
sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635

SUNDAY
TIMES

Parlement**Lutte contre l'insécurité**

Le PM annonce une refonte en profondeur de la police et une tolérance zéro face au crime

Dans une déclaration percutante en réponse à une *Private Notice Question* du chef de l'Opposition sur l'état de la sécurité publique, le Premier ministre, également ministre de l'Intérieur et des Finances, a dressé un tableau sévère de la situation héritée de l'ancien régime, tout en annonçant une série de réformes ambitieuses visant à restaurer la confiance dans les institutions, en particulier la force policière.

Le chef du gouvernement a imputé la dégradation de l'ordre public à la « *direction chaotique et sans boussole* » qui aurait prévalu à la tête de la police sous Pravind Jugnauth. « *La Police Force pouvait être décrite comme un cas d'école de décrépitude institutionnelle* », a-t-il affirmé, évoquant une tentative délibérée d'affaiblir les institutions pour mieux les contrôler.

Une réforme profonde du système

Le Premier ministre a assuré que le gouvernement avait déjà engagé une réforme de fond de la force policière, avec l'appui d'experts étrangers, axée sur l'efficacité, la planification stratégique, le respect des droits humains et l'amélioration du service.

Parmi les principales mesures annoncées :

- Restructuration de la Police et du *National Security Service* ;
- Relance du *Community Policing* et des *Neighbourhood Watch* ;
- Création d'unités spécialisées pour la protection des personnes âgées ;
- Introduction prochaine du *Police and Criminal Evidence Bill* ;

- Modernisation des infrastructures policières, y compris un centre de détention pour mineurs adapté et une nouvelle académie de formation ;
- Renforcement de la coopération internationale ;
- Création d'une *National Crime Agency* dotée d'enquêteurs spécialisés, incluant des experts étrangers ;
- Mise en place d'un registre électronique pour surveiller les récidivistes et les délinquants sexuels ;
- Réintroduction du système de points de pénalité pour les infractions routières dès janvier 2026.

Le gouvernement entend également revoir entièrement la gestion de la lutte contre la drogue. La *National Agency for Drug Control* a été mise sur pied en mai dernier, avec pour mandat la coordination des efforts de prévention, de réhabilitation et de répression. Cette agence est directement placée sous la présidence du Premier ministre.

Dans une attaque sans ambages, le Premier ministre a qualifié l'ancien Commissaire de Police de « *risée de la nation mauricienne* », pointant du doigt des agissements « *caractérisés par la malveillance et l'incompétence* ». Il a rappelé que ce dernier a pris sa retraite le jour même de son intronisation à la tête du gouvernement, évitant ainsi un renvoi inévitable.

Évoquant les *Moustass Leaks*, le Premier ministre a dénoncé l'existence d'une chaîne de commandement parallèle qui aurait relié directement les Casernes centrales à 'Angus Road', où auraient été prises des décisions-clés



en matière de sécurité publique. « *Tout le monde était sur écoute* », a-t-il lancé, en s'adressant nommément au député Adrien Duval.

Des chiffres alarmants et un diagnostic sévère

Le chef du gouvernement s'est appuyé sur le rapport du Directeur de l'Audit 2023-2024 pour illustrer la dérive. L'ADSU aurait enregistré une hausse de 131 % des dossiers en souffrance entre 2020 et 2024, tandis que le projet *Safe City*, censé être pleinement opérationnel en 2019, ne l'était toujours pas fin 2024, avec seulement 143 des 300 caméras de surveillance installées. Certaines caméras auraient même été délibérément désactivées.

Le *Crime Occurrence Tracking System* n'aurait pas été utilisé correctement, l'ancien CP préférant la saisie manuelle, ce qui a nui à l'efficacité opérationnelle.

Une volonté politique affirmée

« *Il ne sera pas question de reculer. Pas de reddition !* » a martelé le Premier ministre, en concluant sa déclaration. Il a réaffirmé la détermination du gouvernement à éradiquer la criminalité sous toutes ses formes et à mettre un terme à l'impunité. « *Nous ne permettrons pas que les criminels agissent librement, quels qu'ils soient* », a-t-il insisté, promettant un système de justice « *rapide, impartial, et au service de tous, sans distinction* ».

Ce discours marque un tournant décisif dans la stratégie sécuritaire du pays, où la restauration de l'autorité et de la crédibilité des institutions semble désormais érigée en priorité nationale.

MauBank

Rs 3,69 milliards injectés par l'État, aucun retour sur investissement à ce jour

En réponse à une question parlementaire du député de Vieux-Grand-Port et Rose-Belle, Manoj Seeburn, le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a révélé que le gouvernement a injecté pas moins de Rs 3,69 milliards de fonds publics dans MauBank Ltd entre septembre 2015 et novembre 2024. Toutefois, aucun retour sur investissement n'a été enregistré à ce jour.

Le Premier ministre a précisé que ces fonds ont été injectés sous forme de capitaux propres, à travers MauBank Holdings Ltd, dont l'État est l'unique actionnaire. MauBank Ltd est, pour sa part, une filiale de cette holding.

Voici le détail des investissements effectués par le gouvernement :

- **Rs 1,59 milliard**, le 17 septembre 2015, pour l'acquisition des actions de l'ancienne *Mauritius Post and Cooperative Bank Ltd* et de l'ex-*National Commercial Bank Ltd* ;
- **Rs 300 millions**, le 29 octobre 2015, pour permettre à MauBank de satisfaire aux exigences réglementaires en matière de capital ;
- **Rs 1,3 milliard**, le 13 janvier 2016, toujours pour répondre aux obligations réglementaires en capital ;
- Enfin, **Rs 500 millions**, le 1er avril 2024, destinés à soutenir la croissance et l'expansion de la banque.

Autant de montants colossaux engagés sans qu'aucun dividende, ni aucun



remboursement, n'ait jamais été perçu par l'État. « *Government has not yet received any return on investment from MauBank Holdings Ltd since its incorporation in September 2015* », a reconnu Navin Ramgoolam.

Cette absence de rendement, malgré des investissements publics massifs, soulève des questions sur la viabilité financière de la banque et sur la stratégie de gestion adoptée depuis sa création.

Parlement

N.G & Co. Ltd

Anatomie d'un système de favoritisme sous le précédent régime

Le Parlement a été le théâtre, ce mardi 17 juin, d'un exposé accablant de la part du Premier ministre, Navin Ramgoolam, concernant les liens troubles entre le groupe N.G & Co. Ltd., dirigé par Nundun et Vinash Gopee, et l'exécutif précédent. À travers une réponse détaillée à la question B/539 posée par le député Roshan Jhummun, le chef du gouvernement a mis en lumière un système sophistiqué de contrats publics attribués sans transparence, de privilèges financiers hors normes, et de favoritisme foncier sur fond de conflit d'intérêts et de collusion politique.

Parmi les révélations les plus marquantes figure le contrat de Rs 88 millions, accordé en 2015 à N.G & Co. Ltd. par la NHDC pour la construction de logements à Petit Bel Air. Le contrat a finalement coûté Rs 110 millions à l'État, alors que l'ensemble du projet avait été sous-traité pour seulement Rs 76 millions. L'entreprise, qui n'a pas effectué les travaux, a empoché Rs 34 millions simplement en jouant le rôle d'intermédiaire – en violation directe des conditions contractuelles.

Le même schéma s'est répété à Souillac en 2016, puis dans le cadre de la construction de l'hôpital ENT à Vacoas en 2017, à travers une joint-venture avec une société indienne. Le contrat s'élevait alors à Rs 926,2 millions.

En 2023, N.G & Co. Ltd. obtient à nouveau un contrat colossal de Rs 2,2 milliards pour la construction de 800 logements via la NSLD. Ce contrat, attribué par procédure directe, sera toutefois annulé peu après en raison du non-respect des conditions de la

lettre d'acceptation. Là encore, l'entreprise cherchait à sous-traiter.

Pluie de largesses étatiques et soutien financier massif

Au-delà des contrats publics, la société a bénéficié d'un appui financier public exceptionnel. Parmi les cas les plus frappants :

- Rs 550 millions du MIC pour le projet privé de résidence pour seniors, Royal Green, malgré des critères stricts d'éligibilité liés à la pandémie ;
- Rs 600 millions de prêt de la SBM pour un projet immobilier sur un terrain réattribué de force par l'État ;
- Acquisition par la SBM de plusieurs étages du bâtiment 7 Exchange Square pour Rs 238,5 millions ;
- Paiement mensuel de Rs 4 millions par l'EDB pour la location de bureaux dans le même immeuble, soit plus de Rs 104,9 millions de loyers déjà versés ;
- Paiement mensuel de Rs 5,17 millions par la FSC pour cinq étages supplémentaires.

Un autre contrat relie également Mauritius Telecom à Royal Green pour des prestations médicales d'une valeur de Rs 13 millions.

Des terrains stratégiques attribués dans l'opacité

Le Premier ministre est également revenu sur une série d'attributions foncières jugées abusives : une parcelle d'un hectare dans la zone portuaire à NG Marine Services

Ltd, une attribution avortée de 250 acres à Côte d'Or dans le cadre du Landscape Development Scheme, ou encore un projet abandonné à Anse La Raie après un tollé public.

C'est dans ce contexte que le président de Landscape à l'époque, Gérard Sanspeur, s'était opposé fermement à la distribution de 550 acres à seulement deux entreprises, dont N.G & Co. Ltd., dénonçant le manque de transparence et les pressions exercées par le Cabinet. Il finira par démissionner.

Un réseau d'influence au cœur des institutions

Enfin, Vinash Gopee occupait plusieurs fonctions officielles : président de la Tourism Authority, de la Mauritius Multisports Infrastructure Ltd et de la Drains Infrastructure Construction Ltd. Une concentration de pouvoir qui renforce les soupçons de collusion entre affaires privées et pouvoir public.

Un « système » dénoncé par le gouvernement actuel

En conclusion, le Premier ministre a affirmé que ces éléments démontrent comment l'ancien gouvernement « a tissé une toile de corruption, de népotisme et de malversations pour piller les ressources du pays ». À travers l'exemple de N.G & Co. Ltd., il dénonce un modèle de gouvernance ayant affaibli les institutions publiques et détourné des fonds qui auraient dû profiter à la population.



Navin Beekarry : Rémunérations dorées en devises

Le traitement salarial de Navin Beekarry, ancien directeur de l'ICAC et de la Financial Crimes Commission (FCC), continue d'alimenter les débats à l'Assemblée nationale. Ce mardi 17 juin, lors de la séance de questions au Premier ministre, le député Roshan Jhummun a ramené sur le devant de la scène le sujet sensible des paiements en devises dans la fonction publique.

En réponse, le Premier ministre Navin Ramgoolam a été catégorique : aucun fonctionnaire basé à Maurice ne reçoit actuellement de salaire ou d'indemnité en monnaie étrangère, à l'exception des professionnels étrangers embauchés pour leurs compétences techniques, dont les conditions sont précisées contractuellement. Il a également souligné que les ambassadeurs et agents

diplomatiques affectés à l'étranger perçoivent leur rémunération et leurs indemnités en devises étrangères, conformément aux recommandations du Pay Research Bureau (PRB).

Mais c'est surtout l'exemple de Navin Beekarry qui a retenu l'attention. Lorsqu'il occupait le poste de Directeur général de l'ICAC, son salaire mensuel s'élevait à Rs 375 000, réparti équitablement entre roupies mauriciennes et dollars américains. Cette structure de rémunération a été reconduite en 2021, lorsque son mandat a été renouvelé, avec un ajustement à Rs 420 000.

La création de la FCC, en mars 2023, a marqué un tournant. En prenant les rênes de cette nouvelle institution, Navin Beekarry a vu son salaire grimper à Rs

525 000 par mois, soit une augmentation de Rs 105 000. Une progression qui, bien qu'elle

respecte les cadres contractuels, tranche nettement avec les pratiques habituelles dans la fonction publique mauricienne.

Cette réponse du Premier ministre relance ainsi le débat sur l'équité salariale dans le secteur public, notamment en ce qui concerne les rémunérations hors normes ou libellées en devises, dans un contexte économique marqué par la vigilance budgétaire et les attentes croissantes en matière de transparence.



Affaire Menlo Park

Stéphane Adam arrêté pour tentative présumée d'entrave à la justice

L'homme d'affaires Stéphane Adam, directeur de *Menlo Park Limited*, a été arrêté pour la deuxième fois ce jeudi par l'unité de lutte contre le blanchiment d'argent du Central CID. Cette nouvelle arrestation s'inscrit dans le cadre de l'enquête en cours sur les 48 millions de roupies octroyés par la *Mauritius Investment Corporation (MIC)* à *Menlo Park Limited*, une affaire aux multiples ramifications qui retient l'attention des autorités depuis plusieurs mois.

Stéphane Adam a été provisoirement inculpé de tentative d'entrave à la justice (« *perverting the course of justice* ») devant le tribunal de Port-Louis. Son arrestation découle de soupçons selon lesquels il aurait tenté de compromettre l'enquête en dissimulant un élément clé : un ordinateur portable. Cet appareil est considéré comme une pièce maîtresse dans le dossier de financement accordé par la MIC à sa société.

Selon les enquêteurs, Adam aurait déclaré avoir perdu l'ordinateur en novembre 2024, dans la région de Coromandel, mentionnant dans une déposition au poste de police que l'appareil avait disparu de son véhicule. Toutefois, cette version est remise en question par les autorités.



Le tournant dans l'affaire est survenu après l'analyse d'un autre appareil informatique en possession de l'homme d'affaires. Les données extraites ont permis de remonter jusqu'à Deepshikha Gowreesunker, proche collaboratrice de Stéphane Adam, arrêtée en mai dernier dans le cadre de la même affaire. Elle est également provisoirement inculpée de tentative d'entrave à la justice et est soupçonnée d'avoir participé à la dissimulation de matériel informatique jugé crucial pour le bon déroulement de l'enquête.

Les enquêteurs de l'unité de lutte contre le blanchiment d'argent estiment que ces équipements auraient été utilisés dans le cadre du processus d'investissement en fonds propres (« *Equity Investment* ») à travers lequel la MIC a versé 48 millions de roupies à *Menlo Park Limited*. L'enquête vise à déterminer si ces fonds ont été utilisés conformément aux termes de l'investissement ou s'ils ont été détournés.

Créée en 2020 en réponse à la crise économique liée à la pandémie de Covid-19, la MIC avait pour mission de soutenir les entreprises stratégiques à travers des prises de participation ou des prêts. Le cas de *Menlo Park Limited* attire l'attention en raison du montant octroyé et des zones d'ombre

entourant l'usage présumé de ces fonds.

Les éléments recueillis jusqu'à présent laissent penser que des tentatives ont été faites pour soustraire des preuves à l'enquête, ce qui justifie les accusations portées contre Stéphane Adam et sa collaboratrice. L'enquête se complique par la présence de documents et de fichiers numériques, potentiellement hébergés sur les appareils dissimulés, qui pourraient contenir des informations clés sur la nature des transactions effectuées.

Depuis sa première arrestation, Stéphane Adam est resté sous étroite surveillance. Sa nouvelle mise en garde à vue représente une étape importante dans l'évolution du dossier. Il a comparu ce jeudi devant la justice, où l'accusation provisoire lui a été signifiée. D'autres chefs d'inculpation pourraient suivre au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête et de l'analyse des preuves matérielles.

Les autorités poursuivent leur travail d'investigation, notamment par l'exploitation des appareils saisis. Des recoupements sont en cours pour évaluer la cohérence entre les déclarations des personnes concernées et les données numériques. Le Central CID, en coordination avec d'autres unités spécialisées, envisage également d'interroger d'autres individus susceptibles d'avoir été impliqués dans la chaîne de décision ou dans la gestion des fonds octroyés par la MIC.

Prêts suspects à la SBM

Le Maradiva dans le viseur de la FCC

Une affaire de prêts bancaires jugés suspects secoue actuellement le secteur financier mauricien. La Financial Crimes Commission (FCC) a ouvert une enquête d'envergure portant sur plusieurs crédits accordés par la 'State Bank of Mauritius' (SBM), dont certains sont aujourd'hui considérés comme des prêts toxiques. Ce dossier a franchi une nouvelle étape cette semaine avec l'arrestation de Premchand Mungur, ancien 'Chief Executive Officer' de la SBM et ex-président du Management Credit Forum de l'institution bancaire. Il a été arrêté hier sous une accusation provisoire de « *fraud by abuse of position* ».

L'affaire concerne notamment un prêt de Rs 470 millions accordé à la société Dhyanaavartam Limited, une filiale du groupe détenant l'établissement hôtelier Maradiva. Deux personnalités, Kobita Jugnauth et Sanjiv Ramdane, figurent parmi les administrateurs de cette société. L'octroi de ce prêt suscite de sérieuses interrogations de la part de la FCC, qui soupçonne Premchand

Mungur d'avoir induit en erreur le conseil d'administration de la banque pour obtenir son approbation. Selon les premiers éléments recueillis par les enquêteurs, cette décision aurait exposé la SBM à un risque financier considérable.

L'enquête trouve son origine dans une opération menée par la FCC au siège de la SBM en avril dernier. Lors de cette perquisition, les agents ont saisi plus d'un millier de documents relatifs à divers prêts octroyés sous l'ancienne direction. Ces prêts, d'une valeur totale estimée à Rs 3,5 milliards, sont aujourd'hui classés comme 'Non-Performing Loans' (NPLs), c'est-à-dire qu'ils ne génèrent plus de revenus pour la banque et présentent un risque élevé de défaut.

L'examen de ces documents a permis aux enquêteurs d'identifier plusieurs dossiers problématiques, parmi lesquels celui de Dhyanaavartam Limited figure en bonne place. L'implication présumée de Premchand Mungur est au centre des préoccupations



des autorités. En tant qu'ancien président du Management Credit Forum, il aurait joué un rôle clé dans la recommandation et l'approbation de plusieurs de ces prêts. La FCC le soupçonne d'avoir abusé de sa position afin de favoriser certaines entités, au détriment des intérêts financiers de la SBM.

L'enquête se poursuit, et d'autres interrogatoires de Premchand Mungur ne sont pas exclus, notamment au sujet d'autres décisions de financement prises sous sa direction au sein du forum de crédit.

À l'issue de sa comparution devant la justice mercredi, Premchand Mungur a été libéré sous caution. Il

a été contraint de signer une reconnaissance de dette d'un montant de Rs 5 millions. Les conditions de sa libération imposent également certaines restrictions, alors que l'enquête suit son cours.

Cette affaire, qui mêle haute finance, personnalités influentes de l'ancien gouvernement MSM et gestion controversée, soulève des questions sur les mécanismes de contrôle interne et la diligence appliquée dans l'octroi de crédits à grande échelle sous l'ancien régime.

La FCC, qui multiplie les investigations sur d'éventuels abus dans la gestion des fonds publics et privés, semble déterminée à faire toute la lumière sur les conditions dans lesquelles ces prêts ont été accordés. Les prochains développements seront suivis de près, dans un contexte où la transparence et la responsabilité des dirigeants bancaires sont de plus en plus exigées par l'opinion publique et les régulateurs financiers.

Coups de filet antidrogue à l'aéroport SSR

Saisie de 2,83 kg de cocaïne valant Rs 42 millions

Une importante saisie de drogue a été effectuée le samedi 15 juin 2025 à l'aéroport international SSR. Les officiers de la Customs Anti-Narcotics Section (CANS) de la Mauritius Revenue Authority (MRA) ont intercepté un passager sud-africain en possession de 2,83 kg de cocaïne dissimulés dans ses bagages. La valeur marchande de la drogue est estimée à Rs 42,45 millions.

Agissant sur la base de profils de risque établis, les agents de la MRA ont ciblé un homme de 51 ans et une femme de 45 ans, tous deux de nationalité sud-africaine, alors qu'ils tentaient de franchir la douane par le Green Channel. Après un passage au scanner, les bagages ont été soumis à une inspection approfondie.

Aucun produit illicite n'a été trouvé dans les effets de la passagère. En revanche, les valises du voyageur présentaient des signes de manipulation suspecte. Les officiers ont ouvert la doublure intérieure de sa



valise, où deux colis contenant une poudre suspecte ont été découverts. Un sac à main neuf en sa possession a également été fouillé, révélant deux autres paquets similaires.

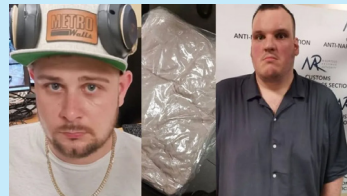
Des tests préliminaires sur place ont confirmé qu'il s'agissait de cocaïne. Le chien renifleur 'Rula', mobilisé pour la vérification, a aussi réagi positivement.

Dans la foulée, la brigade antidrogue (ADSU) a procédé à une opération de livraison contrôlée. Celle-ci a abouti à l'arrestation d'un Mauricien de 24 ans. Une enquête est en cours.

La MRA rappelle au public qu'il peut signaler tout cas suspect lié à la drogue via la plateforme MRA Stop Drug sur www.mra.mu ou en appelant la hotline 8958.

Plus de Rs 38 M de cannabis dissimulés par deux américains

Une autre saisie spectaculaire a eu lieu le samedi 15 juin à l'aéroport international SSR. Deux ressortissants américains ont été arrêtés en possession de plus de 31 kilos de cannabis dissimulés dans leurs bagages. Les suspects, Kody Alan Cook (30 ans) et Ryan Patrick Courtney (33 ans), venaient d'arriver par le vol EK 701 en provenance de Dubaï.



Ce sont les éléments de l'Anti-Drug and Smuggling Unit (ADSU) et de la Customs Anti-Narcotics Section (CANS) de la Mauritius Revenue Authority qui ont procédé à l'interception, alors que les deux hommes tentaient de passer par le Green Channel, réservé aux passagers n'ayant rien à déclarer.

Les stupéfiants, soigneusement emballés sous vide, étaient répartis entre les deux passagers : 16,15 kg pour l'un, 15,20 kg pour l'autre. La valeur marchande de cette cargaison est estimée à plus de Rs 38 millions.

Les enquêteurs ont également saisi des devises étrangères trouvées en leur possession. Dans la foulée, une opération de *control delivery* a été organisée afin de remonter jusqu'aux éventuels destinataires de la drogue à Maurice, mais celle-ci n'a permis aucune arrestation supplémentaire.

Les deux Américains ont été traduits en cour sous une charge provisoire d'importation de drogue avec circonstances aggravantes. Ils ont été placés en détention provisoire. L'enquête suit son cours pour déterminer les ramifications de ce trafic international.

Crimes non élucidés

Scotland Yard renforce les rangs de la police mauricienne

L'île Maurice accueille cette semaine une délégation d'experts britanniques de Scotland Yard, venus apporter leur soutien aux autorités locales dans plusieurs affaires criminelles non élucidées. Cette initiative marque un tournant important, notamment dans l'enquête sur le décès controversé de l'agent politique Soopramanien Kistnen.

Les enquêteurs britanniques ont entamé ce mardi 17 juin une session de travail avec la Major Crime Investigation Team (MCIT), dirigée par le surintendant Vikash Seeburuth. Cette réunion s'inscrit dans une série de rencontres stratégiques impliquant également le Central Criminal Investigation Department (CCID), où l'ancien haut gradé Daniel Monvoisin, aujourd'hui conseiller spécial, joue un rôle central.

Un signal fort pour la transparence

Cette relance des enquêtes fait suite à l'engagement pris par le Premier ministre Navin Ramgoolam en mars dernier à l'Assemblée nationale. En réponse à une question du député Franco Quirin, il avait annoncé son intention de faire appel à des enquêteurs étrangers pour épauler les forces de l'ordre locales, estimant

que certaines affaires sensibles avaient été entachées de négligences et de dysfonctionnements graves.

« Il n'y avait aucune volonté d'élucider ce meurtre. Au contraire, tout porte à croire qu'il y a eu une tentative délibérée d'étouffer l'affaire », avait-il déclaré en référence à l'affaire Kistnen. Ce dernier, ancien agent du MSM dans la circonscription n°8, avait été retrouvé mort en octobre 2020 dans des conditions suspectes. D'abord classée comme un suicide, sa mort a fait l'objet d'une enquête judiciaire qui a révélé de nombreuses zones d'ombre, notamment dans les conclusions du médecin légiste et le travail initial de la police.

Une mission élargie à d'autres dossiers sensibles

Outre l'affaire Kistnen, les experts de Scotland Yard se pencheront également sur deux autres cas très médiatisés : le viol et le meurtre de la jeune Nadine Dantier, et le meurtre non élucidé de la styliste Vanessa Lagesse. Ces crimes, restés sans réponse depuis des années, avaient suscité une vive émotion dans

l'opinion publique et restent à ce jour des plaies ouvertes dans le paysage judiciaire mauricien.

Le Premier ministre a précisé que l'ensemble des dépositions dans ces dossiers serait réexaminé, que de nouvelles pistes seraient explorées et qu'une attention particulière serait portée aux éléments de preuve négligés jusqu'ici. Il a également souligné que 98 personnes ont déjà été interrogées dans l'affaire Kistnen, dont l'ancien ministre du Commerce, Yogida Sawmynaden.

Une volonté de rupture avec le passé

La démarche actuelle reflète une volonté claire du nouveau gouvernement de rompre avec les pratiques du passé. L'ancien commissaire de police a été accusé d'avoir fait obstruction à la justice, notamment en ignorant les directives du Directeur des poursuites publiques (DPP). La nouvelle direction du CCID, sous la houlette du commissaire de police récemment nommé, entend redémarrer les enquêtes à zéro.



Citadelle

Des centaines de personnes se rassemblent pour le 'Global Kite Flight for Palestine'

Plus de 700 personnes se sont rassemblées dimanche dernier à La Citadelle pour le 'Global Kite Flight for Palestine', un événement organisé par Zawadi Initiative, une ONG locale spécialisée dans l'autonomisation communautaire et la justice sociale. Plus de 200 cerfs-volants artisanaux ont été déployés dans le ciel de Port-Louis lors de cette manifestation de solidarité.

L'événement a attiré plusieurs personnalités politiques, notamment le ministre Osman Mohamed, les députés Eshan Juman et Dr Farhad Aumeer, ainsi que la conseillère municipale Shakinah Ramjane et Jameel Foondun.

Les cerfs-volants ont été confectionnés par des enfants lors d'ateliers organisés sur trois jours. Selon les organisateurs, chaque création portait des messages d'espoir, d'unité et de liberté.

Un représentant de Zawadi Initiative a qualifié l'événement de « mouvement de paix, d'espoir et d'unité », soulignant que « le plus grand succès de cette journée résidait dans l'étincelle de joie qui brillait dans les yeux des enfants et de leurs parents, dont beaucoup ont renoué avec la tradition locale oubliée du cerf-volant. »

Les recettes de la vente de t-shirts organisée lors de l'événement seront intégralement reversées pour soutenir la cause palestinienne.



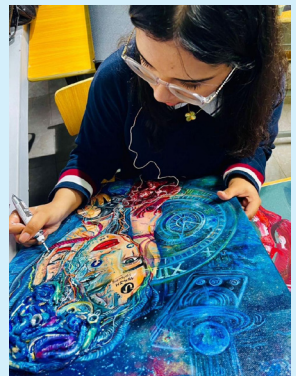
Zawadi Initiative a remercié le maire de Port-Louis Aslam Hosonally et son équipe pour leur soutien, ainsi que la Muslim Educational Society pour son assistance logistique. L'organisation a également exprimé sa gratitude envers les parents et enfants participants, les bénévoles et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cet événement.

Haniyyah Saumtally primée pour son œuvre artistique au School Certificate



Haniyyah Saumtally a été récompensée par la Mauritius Examinations Syndicate (MES) pour l'un des meilleurs projets d'art présentés aux examens du School Certificate. Son tableau, intitulé « The Neura-Media Chips », explore l'influence des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle sur les jeunes, à travers une approche à la fois artistique et critique.

Passionnée de peinture depuis l'enfance, Haniyyah a choisi l'art comme matière d'étude, ce qui lui a permis de développer sa créativité et sa technique. Son œuvre, fruit de deux ans de travail, vise à sensibiliser sur les effets psychologiques des technologies modernes.



Lors de la remise de prix, elle a exprimé sa gratitude envers Dieu, son père Reza Saumtally, sa mère Shaakirah, et son enseignante Ms Jhummun. Son message aux jeunes : « La réussite repose sur la discipline, la passion et une organisation rigoureuse. »

Beryl Rose

Haslam Choychoo s'est éteint à 75 ans

Haslam Choychoo, directeur de Beryl Rose, est décédé le 7 juin dernier à l'âge de 75 ans, trois mois après la disparition de son épouse. Il a consacré plus de cinq décennies à faire grandir l'entreprise familiale fondée dans les années 60.

Issu d'un milieu modeste et sans formation académique poussée, il s'est lancé dans la fabrication et la vente de 'fancy goods', diversifiant



progressivement l'offre de Beryl Rose.

Visionnaire, il a su s'adapter aux défis économiques du pays : fermeture de l'atelier de la Route

des Pamplemousses, implantation stratégique à Coromandel, mise en place d'un showroom à Plaine-Verte, investissement dans des machines modernes... Sous sa direction, Beryl Rose est passée de la bijouterie artisanale à la fabrication d'articles commémoratifs, notamment des trophées, coupes et médailles.

Haslam Choychoo a reçu la distinction d'Officer of the Star and Key of the Indian Ocean (OSK) en 2011.

Yoga

A shared legacy, a shared future

As the world celebrates the 11th International Day of Yoga on 21 June 2025, we find ourselves reflecting not only on a decade of this remarkable global observance, but on the deeper meaning and responsibility it carries for us in Mauritius and India. Since its inception in 2015, after the United Nations General Assembly unanimously adopted India's proposal, and with Mauritius as one of the earliest co-sponsors, this day has grown from an idea into a global movement. Across continents and cultures, millions have come together on this day to celebrate an ancient practice that remains deeply relevant to modern life.

But for Mauritius, Yoga is not just another international observance. It is a living heritage, a part of the spiritual and cultural legacy that binds it with its roots and with Indian civilization. And it is a tool with immense potential to address some of mankind's most pressing challenges such as health, wellness, mental resilience, and social harmony.

Mauritius's early and enduring commitment

When the resolution for International Day of Yoga was brought before the UN General Assembly by India in December 2014, Mauritius and other like-minded nations supported this unprecedented initiative to present Yoga as a gift from an ancient civilization to the modern world. Every year since 2015, Mauritius has embraced 21st June with enthusiasm and purpose. Whether it is Yoga sessions on the beaches of Flic-en-Flac or hundreds of our exuberant yoga students at the Indira Gandhi Centre for Indian Culture, the images are the same - Mauritians from all walks of life coming together in collective wellbeing!

Yoga has transcended barriers; it unites people across generations, backgrounds, and beliefs. That, in itself, is a quiet revolution - and a powerful affirmation of the inclusive values that our two countries share.

A healing science for today's health challenges

Mauritius, like many countries, is grappling with a rise in non-communicable diseases like diabetes, high blood pressure, heart disease. Scientific research confirms what ancient wisdom long knew: Yoga helps. Whether it is *pranayama* (breath control) that reduces stress hormones, or *asanas* (postures) that strengthen the body and improve flexibility, Yoga provides sustainable, low-cost solutions for both prevention and recovery.

Moreover, its benefits are not just physical. In an age marked by mental fatigue, academic stress, digital distractions, and workplace pressure, Yoga offers calm, clarity, and inner strength. In schools and universities across Mauritius, the rising popularity of Yoga classes is equipping young minds with tools for resilience, focus, and empathy.

Yoga as a pillar of economic and social progress

The growing integration of Yoga into Mauritius's wellness and tourism sectors is creating new opportunities. Yoga retreats, Ayurvedic healing centres, and certified training programmes now attract visitors from Europe, Africa, and Asia alike. This form of wellness tourism aligns naturally with Mauritius's reputation for serenity and natural beauty. It also provides a platform for local entrepreneurship and skilled employment especially for those trained in Yoga instruction, therapy, and holistic care.

A shared responsibility rooted in shared history

India and Mauritius are bound not just by friendship, but by a civilizational continuum. The first waves of indentured labourers brought with them not only physical resilience but also treasures from our cultural heritage, among them Yoga, Ayurveda, and the philosophical tenets that underlie them. As Prime Minister Narendra Modi stated at the United Nations in 2014:

"Yoga is an invaluable gift of India's ancient tradition. It embodies unity of mind and body; thought and action; restraint and fulfilment."

These words remind us that Yoga is not merely a wellness practice but it is also an ethical framework. Its principles of *ahimsa* (non-violence), *satya* (truth), and *saucha* (purity) offer pathways for inner peace and planetary harmony, the ideals which are needed now more than ever as we face global challenges of climate change, social fragmentation, and mental health.

The road ahead: a renewed mandate

As we step into the second decade of the International Day of Yoga, India and Mauritius must lead by example. Our shared civilizational responsibility calls for new initiatives that democratize access and amplify impact. We must invest in training more Yoga instructors across the island, particularly in rural and coastal areas. Scholarships, exchanges and workshops under India-Mauritius partnerships can support this goal. Schools and universities can embed Yoga more deeply into physical education and wellness studies, ensuring that future professionals—teachers, doctors, leaders—understand its science and philosophy. Social Media



By Shri Anurag Srivastava
High Commissioner of India

apps and online platforms in multiple languages can make Yoga more accessible to different age groups and health needs, even in remote locations.

India and Mauritius can collaborate on clinical and behavioural research to validate the efficacy of Yoga for non-communicable diseases and mental wellbeing contributing to evidence-based global health policy.

On 21 June 2024, Prime Minister Modi reminded the world that *"Yoga is not merely exercise; it is a way of life. It teaches us to be in harmony with ourselves, with nature and with each other."* Let this be our collective mantra. Let the true success of Yoga not be measured only in spectacular displays but in daily discipline, in the quieter moments when we breathe consciously, stretch with awareness, or sit in stillness.

To every Mauritian reading this whether you are a lifelong practitioner or a curious beginner, I invite you to take just 30 minutes a day for your health, clarity, and peace of mind and make Yoga a part of your everyday life. India and Mauritius have long stood together in diplomacy, in commerce, in culture. Let us now stand together as custodians of Yoga, ensuring that its transformative power reaches every home, every school, and every soul.

Jai Yoga. Jai Mauritius. Jai Hind.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Mauritius needs vast long-term actions essential for its security

Facing the menaces of war in the region, of extremes of climate change (roasting under extreme heat, freezing cold, intense hurricanes, floods and droughts, sea-level rise, etc.), under such emergencies, each country, big or small, must be prepared. Even more so for small, isolated islands such as Mauritius, Rodrigues, Agalega, Seychelles, Comoros, Maldives and Reunion.

Just consider these 2 cases: how do we function without petrol (at present 100% imported)?

How do we function without cargoes of rice, wheat, grains etc.? (70 to 90% of these basic needs at present imported).

Action needed as from now 2025 (to be covered in the 2025-26 Budget under long-term action) to be completed fully up to 2040 (during this and the next two 5-year mandates, 2030-2035, 2035-2040). For achieving energy security and food security through self sufficiency.

Comments: we produce only 30% of the food we eat. We import 70% including all rice and flour, poor Mauritius!

We produce only 17.6% of energy we use from renewables (from sun, wind, hydro, biomass). We massively use the nonrenewable resources, charcoal and petrol, which we import, the price of which will continue to rise until they suddenly become unavailable on the world market to little Mauritius. The present situation makes Mauritius dependable on exporters, makes the population vulnerable for the supply of the key product of food and energy.

This is a call to our new, responsible, and proactive Government to launch vast long-term actions essential for Mauritius food, energy and water security, and all essential for life! Specifically this is an appeal to the PM and VPM and to the Minister in charge of energy (Hon P. Assirvaden) and the one in charge of agriculture and food security (Hon A. Boolell). Already we are implementing several small projects such as saving energy, produce your own food etc.

1. Energy security must be achieved, through the vast replacement of petrol vehicles by electric ones, the electric metro covering the entire island and a MAJOR shift to RENEWABLES (SUN, WIND, HYDRO, and BIOMASS) for electricity production. (At present, see *Le Défi Quotidien* of 4.2.25: 82.4 % énergies fossile (importée : charbon et pétrole) contre seulement 17.6% renouvelable. The main equipment needed for the production of electricity from the sun are solar panels, 100% of

which have to be imported. Studies have revealed that our situation with regards to wind and to sunshine is excellent, making it certain to achieve up to 100% renewables in a few years. There is also the huge benefit that, once installed and working, energy from sun and wind is FREE!!!

The future of harvesting solar energy. Solar energy harvesting technology is increasingly utilized as an alternative to electricity generated by fossil fuel. While various methods of solar energy harvesting exist, they all fundamentally use the sun to perform work in a specifically desired way, thus eliminating the need for fossil fuel use altogether.

The combined results of renewable energy production from sun, wind, hydro and biomass is the only future for the world and of course for us. We cannot miss that bus!

Take the example of Denmark which on some months satisfied 100% of ALL its energy requirements from wind and sun, with so much excess that energy is exported to Germany!

See proposed Budget measures below:

2. Food security through self sufficiency (now standing at 70% imports and only 30% locally produced)

At a time when entire sections of the planet are suffering from the extremes of climate change (roasting under extreme heat, freezing cold, intense hurricanes, floods and droughts, sea-level rise, etc.), under such a planetary emergency, each country, big or small, must play its part in combatting climate change. The new **Government has stated very early its intention to do so. At present this remains a declaration of intention, with only a few actions started**, such as the produce your own food project, *Plan d'Urgence pour les planteurs* etc. Apart from self-sufficiency in energy, our achieving FOOD SECURITY is an essential aim. Without it, if and when a supply becomes rare, unavailable on the world market, cargo costs too high, our population could starve like the people of Gaza.

3. Water is life. Fresh water from nature (i.e. the rain cycle) is essential for all humans, animals and plants. Our need to improve and efficiently manage water resources and water distribution and use. Water from nature in the form of rain, via rivers and reservoirs, via underground water, individually harvested by each family,

via modern technologies such as cloud-seeding and sea-water evaporation using massive solar and wind power.

Knowing our combativity and initiative we surely will gradually achieve this self-sufficiency in basics (rice and flour, grains and chicken & meat, energy and fresh water, without forgetting medical supplies, and basic equipment, either locally manufactured, or imported from reliable suppliers. Transportation regionally and nationally, within our region and the rest of the planet. And communications with each other with and from government, with the Indian Ocean and African neighbours and with the rest of the world.

Minister of Finance to consider these tentative Budget measures below:

1. Increase tax on all imported petrol vehicles (10%, 20 %)
2. Reduce tax on imported electric vehicles to zero
3. A Rs 200,000 (grant from Government) for each purchase of an electric vehicle
4. A grant from Government for the conversion of presently owned petrol vehicle into electric powered
5. Extension of the Metro to cover the entire island, so that Mauritius can continue to completely function when petrol becomes unavailable
6. A grant for each low-income household and an obligation to others, hence to all, to install solar panel to produce at least 50% of the household's electric requirement, by 2025/26/27
7. Citizens to buy (cost deducted from income tax) and install in each yard of solar lights (now available in Mauritius) so that at night the residential areas will be lighted, and which will have positive effects on security as well
8. All industries, factories, offices to purchase and install solar electric generation for up to 50% of requirements, with the appropriate income tax deductions
9. Any other measure to reduce dependency on fossil fuel and increase share of renewable energy
10. Other measures as proposed by researchers, by marena

■ **Dr Michael Atchia**

(Ex Programme Director, UNEP; Ex-President, Mauritius Academy of Science & Technology; D.Sc. University of Salford, Manchester, UK; co-author of *Environmental Management*, John Wiley, 1995)

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Mon pèlerinage du Hajj fut un réveil...

Le Hajj, pèlerinage à La Mecque, n'est pas un simple ensemble de rites, mais un acte profondément symbolique de l'unité et de la fraternité mondiale.

Chaque aspect du pèlerinage, porter le Ihram, faire le tour de la Kaaba, passer des nuits à Mina, se tenir sur les plaines d'Arafat, passer la nuit à la belle étoile dans la vallée de Muzdalifa, est comme un voyage loin du soi, de l'ego, du matérialisme, une preuve d'endurance et d'amour vers la construction d'une fraternité universelle, l'unité et la soumission à un seul Dieu.

Le Hajj fut un acte révolutionnaire qui rappelle aux musulmans leurs racines égalitaires et leur responsabilité de créer une fraternité solide, juste et sans faille.

En oubliant le statut social et les symboles de richesse pendant le Hajj, les croyants rejettent symboliquement les systèmes mondains et reviennent à un état primordial d'égalité et de justice.

Cette interprétation a élevé le Hajj d'un rituel privé à une déclaration publique de solidarité et à une Fraternité mondiale.

Pour moi, ce fut un retour vers Allah, un rappel de notre essence. Le Hajj est une école du cœur, de l'âme, de la soumission et de notre retour vers Dieu.

De retour du Hajj, combien pense toujours que l'Ihram ressemble à notre Kafan (linceul) qui nous dit à chaque moment : Prépare-toi à retourner à ton Seigneur ?

■ Bashir Nuckchady

TENDER NOTICE OPEN NATIONAL BIDDING



Starting Your Journey With a Smile

INVITATION FOR PROPOSALS Supply, Delivery, Installation and Commissioning of One Ring Main Unit and Associated Works, SSR International Airport

REF NO: RFQ/WK/TSD/VB/CL/25/001 (16 Jul) TC

Airports of Mauritius Co. Ltd (AML), a member of AHL Group, invites proposals from eligible bidders for the Supply, Delivery, Installation and Commissioning of One Ring Main Unit and Associated Works, SSR International Airport.

Interested bidders may obtain further information and download the complete set of bidding documents free of charge from the AML website URL <https://aml.mru.aero/index.php/business/procurement/tender-notices>. Prospective bidders should regularly visit this website to take cognizance of any addendum/clarification issued.

Proposal(s) in sealed envelope clearly marked "Supply, Delivery, Installation and Commissioning of One Ring Main Unit and Associated Works, SSR International Airport - RFQ/WK/TSD/VB/CL/25/001- TC (16 July 25)" should be addressed to the Chairperson Tender Committee, Airports of Mauritius Co. Ltd, and deposited in the Tender Box located at AML Corporate Office, SSR International Airport, Plaine Magnien, on or before Wednesday 16 July 2025 by 13:00 hrs (Mauritian time) at latest.

Electronic bidding and late bids will not be considered.

16 June 2025

AML Corporate Office, SSR International Airport, Plaine Magnien, MAURITIUS
Tel:(230) 603 6000 · Fax: (230) 637 5306

NOTICE UNDER CADASTRAL ACT OF THE LAND SURVEYORS ACT 2012

Notice is hereby given that I, M. IRSAAD NUCKCHADY, Land Surveyor, at the request of *Mr. Vishwadev Seegoolam*, will survey a portion of land of extent of $527.61m^2$ belonging to *Mr. Vishwadev Seegoolam* by virtue of a deed transcribed in *TV 7923 No.7* situate in the District of *Flacq*, at *Quatre Cocos/Mare La Chaux*.

The said survey will start on *Wednesday 9th July 2025* as from *11hrs00* and will continue on the following days if need be.

The owners of the adjoining properties are requested to be present at the said survey on the aforesaid day and hour and to bring along with them all title deeds, plans and whatever like documents concerning their properties so as to enable me to establish correctly the limits separating the aforesaid portion of land from the adjoining properties.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 6th June 2025.

(sd) **M. IRSAAD NUCKCHADY**
LAND SURVEYOR
Of 4, Sir Virgil Naz Street,
Port-Louis

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

La première grande surprise du Mondial des clubs

Le Paris Saint-Germain, tenant du titre de la Ligue des champions, s'est incliné face à Botafogo, champion en titre de la Copa Libertadores, avec un résultat qui n'arrange pas du tout l'Atlético de Madrid.

La première grande surprise de la Coupe du monde des clubs s'est produite en Californie. Au Rose Bowl, Botafogo a réussi à surprendre le Paris Saint-Germain, champion en titre de la Ligue des champions, qui avait fait si bonne impression face à l'Atlético de Madrid. Sur le terrain, il était clair quelle équipe avait un rythme plus compétitif que l'autre. Dans ce tournoi, à cette époque de l'année, la différence entre la CONMEBOL et l'UEFA est si faible qu'il n'est pas rare de voir de tels résultats. Alors que certaines équipes sont en plein milieu de la saison, d'autres commencent à peine leur pré-saison.

Le plan de Paiva fonctionne à la perfection

Botafogo savait ce qu'il avait à faire pour étouffer le PSG. Au cours des derniers mois,



personne n'a réussi à faire en sorte que les Parisiens soient aussi désespérés et se procurent aussi peu d'occasions que face au 'Fogao'. Avec un grand mur, neuf joueurs en défense et deux hommes libres pour courir, c'est ainsi que Paiva a inventé le scénario vainqueur. Tout le jeu du PSG était orienté vers l'aile gauche. Les changements dans le onze de Luis Enrique ont fait que les Parisiens n'ont cherché que Kvaratskhelia, parce de l'autre côté il y avait un Doué qui a

joué le match le plus terne de ces derniers mois.

Le Géorgien était le départ et l'arrivée de l'attaque française. Vitorinha trouvait toujours Kvaratskhelia, qui trouvait Vitorinha devant lui. Cependant, ses courses sur la gauche ne trouvaient pas le résultat escompté, que ce soit à cause de la défense brésilienne ou par le manque de profondeur de ses coéquipiers. En face, 9 des 11 joueurs de Botafogo, dont John Victor, défendaient la surface et le but, tandis que Artur et Igor Jesus rendaient

fous Beraldo et Pacho. C'est d'ailleurs ce dernier qui, sur une belle passe de Savarino, a inscrit le but de l'égalisation en faveur du 'Fogao', sur une contre-attaque où aucun des défenseurs centraux du PSG n'a été efficace ce qui a permis au Brésilien d'inscrire son deuxième but lors de ce tournoi.

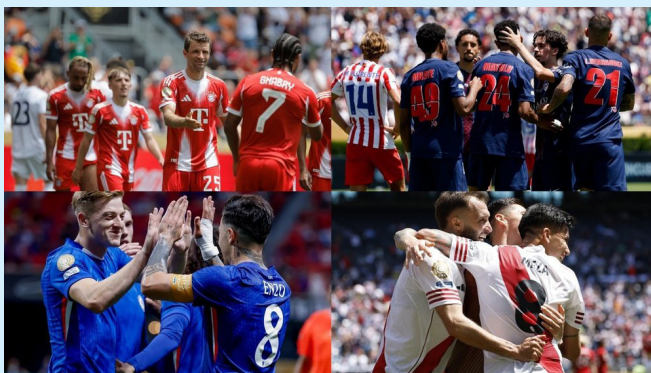
A partir de ce moment, les idées du PSG se sont éteintes, comme si ce but était la fin du match. Botafogo a cru encore plus en son plan et en deuxième mi-temps, le club de Rio de Janeiro a été assez patient pour repousser les quelques attaques dangereuses des Parisiens. Seule une reprise de la tête de Beraldo, qui a trouvé John Victor, a fait souffrir un Botafogo qui a mis toutes les chances de son côté pour se qualifier pour les huitièmes de finale... en compliquant la tâche de l'Atlético de Madrid qui doit battre le 'Fogao' par trois buts d'écart pour se qualifier. À condition que le PSG batte les Seattle Sounders...

Mondial des clubs : Le bilan de la première journée

Avec la première journée du Mondial des clubs terminée, le schéma attendu se confirme : les équipes de l'UEFA sont celles qui remportent le plus de matchs, tandis que celles de la CONMEBOL restent invaincues et tiennent leur rang. Les autres, quant à elles, sont nettement en dessous du niveau.

Un tiers de la phase initiale de la Coupe du Monde des Clubs est déjà terminé. Le bilan après la première journée confirme les impressions historiques de ce type de tournois multiethniques et les attentes du tournoi : l'UEFA et la CONMEBOL sont largement au-dessus des autres équipes. Les chiffres de cette première série de 16 matchs sont clairs : les équipes européennes sont celles qui ont obtenu le plus de victoires, au total six (PSG, Bayern, Chelsea, Manchester City, Juventus et Salzbourg). Elles comptabilisent aussi cinq matchs nuls (Porto, Benfica, Inter, Borussia Dortmund et Real Madrid) et une défaite, celle de l'Atlético face aux Français dans un duel régional.

Les Sud-Américains peuvent se vanter de ne pas avoir perdu un seul match, avec un bilan



équilibré : trois victoires (Flamengo, River Plate et Botafogo) et trois nuls (Palmeiras, Fluminense et Boca Juniors), ce qui leur permet de maintenir une rivalité avec l'UEFA, face à laquelle ils sont restés invaincus après trois confrontations. Les quatre autres confédérations sont peu compétitives. Sur 14 matchs disputés, une seule victoire, celle des Mamelodi Sundowns, mais face aux Sud-Coréens d'Ulsan Hyundai.

Aucune des neuf autres équipes, réparties entre l'Amérique du Nord et le Mexique, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie, n'a pu célébrer une victoire. Bien que le 1-1 d'Al Hilal contre le Real Madrid puisse presque être considéré

comme une tel, sans oublier le point obtenu au mérite par les 'Rayados' face à l'Inter de Milan. Elles font office de proies faciles. On note les prestations particulièrement faibles d'Auckland City (10-0) et d'Al Ain (0-5). Une tendance qui devrait se maintenir, voire s'accroître avec le début de la deuxième journée lors du match entre Palmeiras et Al Ahly.

Résultats du Mondial des clubs par confédérations :

- **UEFA** : 6 victoires | 5 matchs nuls | 1 défaite
- **CONMEBOL** : 3 victoires | 3 matchs nuls | 0 défaite
- **CAF (Afrique)** : 1 victoire | 1 match nul | 2 défaites
- **CONCACAF (Amérique du Nord et Centrale)** : 0 victoire | 2 matchs nuls | 3 défaites
- **AFC (Asie)** : 0 victoire | 1 match nul | 3 défaites
- **OFC (Océanie)** : 0 victoire | 0 match nul | 1 défaite

Kylian Mbappé est hospitalisé à cause d'une gastro-entérite



La veille du match contre Al Hilal, des doutes avaient déjà été émis quant à l'état de santé de la star de Bondy. L'attaquant était absent de la séance de préparation en raison d'une fièvre. Un fait qui l'a empêché d'être dans l'alignement ou

Le Real Madrid a publié un communiqué médical indiquant que Kylian Mbappé a été hospitalisé pour une gastro-entérite aiguë. Le Français va subir des examens et recevoir un traitement spécifique.

Mauvaise nouvelle pour le Real Madrid. Kylian Mbappé, absent du match d'ouverture de la Coupe du monde des clubs contre Al Hilal en raison d'un rhume, a été hospitalisé pour une gastro-entérite aiguë. «Notre joueur Kylian Mbappé souffre d'une gastro-entérite aiguë et a été hospitalisé pour des examens et un traitement», peut-on lire dans le communiqué concernant le joueur, qui sera entre les mains des médecins pour se rétablir de la meilleure façon possible.

même sur le banc.

Fede Valverde, quelques minutes avant le début du tournoi, s'est entretenu avec DAZN et, interrogé sur son coéquipier, a révélé qu'il était resté à l'hôtel : «Il était enrhumé, je pense qu'il n'a même pas quitté la chambre, mais nous espérons qu'il se rétablira». Cependant, il semble que le rhume de Mbappé ait été aggravé du fait de son hospitalisation. Le club madrilène a voulu se couvrir en voyant qu'il n'y avait pas d'amélioration. Il est donc normal que le Français ne soit pas disponible pour le match contre Pachuca lors de la deuxième journée et il reste à savoir s'il sera apte pour le match décisif de la phase de groupe contre Salzbourg.

OFFICIEL :

Joan Garcia est le nouveau gardien du FC Barcelone

Après des semaines de spéculations, le FC Barcelone officialise enfin le transfert de Joan García. Le



jeune gardien de l'Espanyol rejoint le Barça pour 25 M€, s'engageant pour six saisons jusqu'en 2031. Le club a payé la clause de 25 millions d'euros.

Le FC Barcelone a officialisé l'arrivée de Joan Garcia, en activant sa clause libératoire d'un montant de 25 millions d'euros. Jusqu'alors gardien de but du RCD Espanyol et formé au club depuis l'âge de 15 ans, Garcia s'engage avec les Catalans pour une durée de six saisons, soit jusqu'en juin 2031, dans l'objectif de renforcer la concurrence à ce poste. Âgé de 24 ans, Joan Garcia s'est imposé comme un élément incontournable du club de Liga lors de la dernière saison. Auteur de performances décisives, avec 146 arrêts et 8 clean sheets, il gagne désormais ses galons comme futur pilier au Camp Nou, où il viendra compléter un effectif déjà composé de trois gardien.

Sous la houlette de Hansi Flick, l'effectif barcelonais dispose désormais de quatre gardiens : le titulaire Ter Stegen, son remplaçant Szczesny, l'option interne Peña et désormais Garcia. Ce recrutement pose la question d'un prochain ajustement, car Flick devra décider qui restera en doublure et si un prêt ou un départ de l'un des quatre gardiens est envisageable. L'arrivée de Garcia marque à la fois un pari sur l'avenir et une étape dans la succession de Ter Stegen.

Un scandale a éclaté dans le football turc. Selon le journal Ajansspor, le président de la commission de discipline ainsi que l'ensemble du conseil d'administration ont démissionné, à la suite de la publication d'une série de messages se moquant de José Mourinho et menaçant à la fois l'entraîneur portugais et le club de Fenerbahçe.

Peut-être que José Mourinho n'était pas parano et que ses plaintes sur la partialité de l'arbitrage en Turquie étaient fondées. C'est du moins ce que laisse penser le scandale qui a éclaté autour de l'entraîneur du Fenerbahçe et les responsables de l'arbitrage du championnat turc. Le média 'Ajansspor' a révélé que le président du Comité disciplinaire a démissionné accompagné de l'ensemble du conseil d'administration après la fuite dans la presse de messages privés entre dirigeants, dans lesquels des menaces étaient adressées au club de Fenerbahçe et à Mourinho.

Le Comité arbitral turc démissionne après la fuite de messages menaçants contre Mourinho



Parmi les messages les plus choquants figure celui de Celal Nuri Demirtürk, président du Comité, qui cible directement Mourinho :

«La saison prochaine, il paiera pour ça. On l'a trop toléré.»

Un message envoyé en réaction aux critiques de Mourinho envers l'arbitrage à l'issue du choc face à Galatasaray.

«Ils violent le principe d'impartialité»

Les fuites ont provoqué une réaction immédiate du club d'Istanbul : «Nous pensons que cette mentalité hostile qui viole clairement le principe d'impartialité et repose sur l'affrontement et la vengeance, n'a pas sa place dans le sport turc ». «Notre club a déposé une plainte officielle auprès de la Fédération turque de football en réponse aux messages rendus publique

qui viendraient de membres du Comité disciplinaire de football professionnel», a averti Fenerbahçe. À peine quelques jours plus tard, la direction de l'arbitrage a démissionné en bloc. «La Ligue turque est trop sombre, trop grise, ça sent mauvais. Après 25 ans de carrière et 35 ans dans le football, je n'avais jamais vu ça», déclarait Mourinho la saison dernière. Au vu des faits, il n'était pas loin de la vérité.